

## Paris 1793-1794. Une année révolutionnaire



Jeanne-Louise Vallain, dite Nanine, *La liberté*, 1794. Huile sur toile.  
Vizille, musée de la Révolution française, domaine de Vizille. Dépôt du musée du Louvre.

Pour la première fois, le musée Carnavalet - Histoire de Paris, de référence mondiale pour ses collections de la Révolution française, prend le parti de singulariser une seule année révolutionnaire, sans doute la plus complexe. C'est l'« An II » du calendrier républicain, correspondant à la période allant du 22 septembre 1793 au 21 septembre 1794, une année décisive de la Révolution française qui marque l'importance du rôle révolutionnaire de Paris.

Face à la clarté de « 89 », « 93 » apparaît bien plus ténébreuse et embarrassante. À peine achevée, la longue année politique qui s'écoule du printemps 1793 jusqu'à l'été 1794 a en effet trouvé un nom : la « Terreur ». Fabriqué pour des raisons politiques, le mot évoque la transition autoritaire du nouveau régime républicain. Pourtant, les années 1793 et 1794 sont aussi ce que d'autres, confiants dans leur capacité à réinventer l'histoire, ont appelé l'« An II » : une année de relance des utopies révolutionnaires.

C'est cet héritage contrasté que l'exposition propose de découvrir. « Révolutionnaire », l'année 1793-1794 l'est à double titre : une partie des 700 000 Parisiennes et des Parisiens la vivent comme un temps d'utopies et d'expériences politiques. Elle l'est aussi car les mesures d'exception pèsent sur la population.

NB : Les textes sont principalement tirés du dossier de presse et du catalogue de l'exposition.

Les pistes pédagogiques proposent des entrées par compétences ou capacités et des directions pour les travailler. Elles mobilisent le plus souvent des connaissances des élèves sur la période. En effet, l'exposition portant sur la période 1793-1794, il nous a semblé préférable que les élèves aient déjà abordé le chapitre avant la visite de l'exposition.

### Focus sur l'œuvre *La Liberté de Jeanne-Louise, dite Nanine*.

La *Liberté* de Jeanne-Louise Vallain, dite Nanine, était vraisemblablement exposée dans la salle des séances du club des Jacobins. Chargée de symboles, cette allégorie féminine défend une vision sereine fondée sur les armes, l'autorité et la loi.

Vêtue à l'antique, elle tient de la main gauche la pique surmontée du bonnet phrygien et de la main droite la *Déclaration des droits de l'homme*, dont les feuilles sont déroulées. A terre, un faisceau de licteur et une massue peuvent évoquer la force collective. Au pied de la Liberté, une chaîne brisée et deux symboles du régime déchu : la couronne renversée et les registres féodaux mutilés. Sur la pierre taillée qui sert d'assise, deux dates : *14 juillet* et *10 août*. A gauche, une urne funéraire porte l'inscription *A nos frères morts pour elle*. Au-dessus pousse le laurier qui donne à ses martyrs les couronnes de la gloire. Enfin la pyramide, venue du fond des âges, semble inscrire le combat pour la liberté dans le temps long de l'humanité.

### Pistes pédagogiques

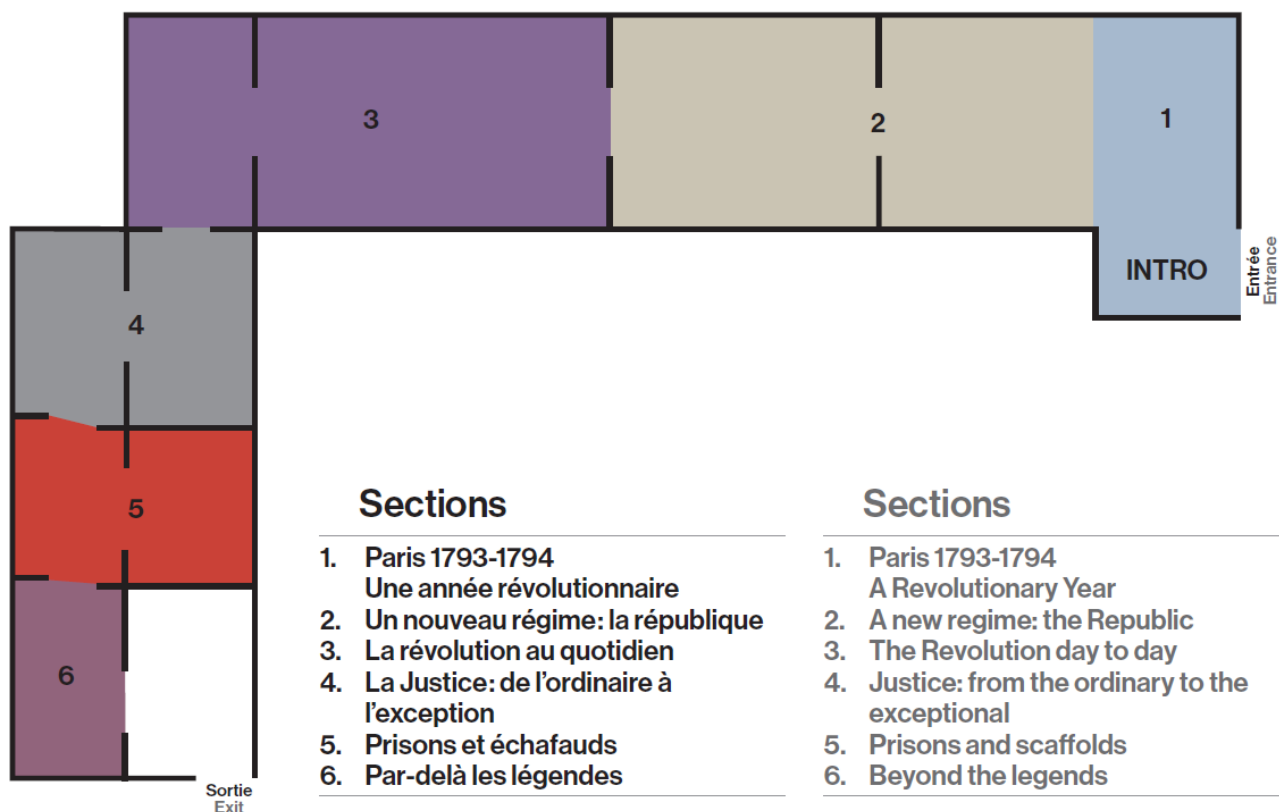
#### ► Collège

- **Confronter un document à ce qu'on peut connaître de la période étudiée**
  - Relevez tous les éléments qui évoquent la période de la Révolution et expliquez-les.
  - Entourez les armes qui figurent sur cette allégorie et expliquez pourquoi la liberté est représentée avec des armes.
- **Construire une interprétation**
  - Expliquez le symbole de la chaîne brisée aux pieds de la Liberté.

#### ► Lycée

- **Procéder à l'analyse critique d'un document**
  - Après avoir identifié les événements de la période révolutionnaire auxquels cette allégorie fait référence, montrez quelle image (ou représentation) de la liberté est proposée par la peintre.
- **Mettre une figure en perspective / articuler des échelles de temps**
  - Montrez que cette allégorie de la Liberté s'inscrit à la fois dans le temps court de la Révolution et dans le temps long de l'histoire humaine.

# Plan de l'exposition / Map of the exhibition



## UN NOUVEAU RÉGIME : LA RÉPUBLIQUE

Le 21 septembre 1792, la royauté est abolie en France. Cependant, la république n'est pas proclamée. Ce n'est qu'après coup, le 24 octobre 1793, que les députés choisissent la date du 22 septembre 1792 comme acte de naissance du calendrier républicain. Entre 1793 et 1794, la république s'invente en plein brouillard, sans programme ni définition claire, dans une France que la Révolution ne cesse de transformer. Capitale aussi incontestée que fragile, Paris est en quelque sorte la vitrine de ces métamorphoses. Aux Tuileries, la Convention nationale, comme on appelle la nouvelle Assemblée, s'impose comme le lieu des pères fondateurs, chargés de la fabrique des lois et de la Constitution. Mais le nouveau régime, c'est également un univers matériel qui façonne la première culture républicaine française, depuis les modes vestimentaires jusqu'au comptage du temps, en passant par les grandes fêtes, les affiches, les effigies, les projets architecturaux, le culte des martyrs de la Liberté ou les nouvelles cartes de France.

### La Convention nationale

Dans cette première partie consacrée à la Convention, les premières œuvres exposées permettent de comprendre le nouveau paradigme politique qui se met en place. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et la constitution de 1791 ont été pilonnées et remplacées par de nouveaux textes juridiques exposés dans la salle de la liberté, antichambre de la Convention nationale. En français, le mot « convention » signifie « accord », « pacte », mais en anglais, il renvoie aussi à la « réunion » des colonies anglaises d'Amérique du Nord pendant la Révolution américaine. L'ambition est donc universelle et la tâche immense. La Convention nationale n'est pas seulement chargée de bâtir la République : elle doit aussi changer la vie par la loi. Les œuvres et les objets exposés transmettent l'importance voire la sacralité que représente cette assemblée politique aux yeux des contemporains.

Lieu emblématique de la Révolution, la salle de la Convention prend la place de la gigantesque salle des Machines des Tuileries. Cette salle de spectacle, capable d'accueillir quatre mille personnes, a notamment servi sous Louis XVI à la Comédie-Française. Les députés, installés depuis 1789 dans la salle du Manège au fond du jardin des Tuileries, se trouvent à l'étroit, mais ils veulent aussi marquer de manière concrète le transfert de souveraineté du roi vers la Nation. Les premiers travaux sont lancés dès le 24 septembre 1792, quelques semaines après la chute de la monarchie et le pillage de la résidence royale.

Malgré le manque d'argent, l'architecte Jacques-Pierre Gisors parvient à achever les travaux à temps pour l'installation des députés, le 10 mai 1793. Les plans d'époque ont disparu mais les archives évoquent un

### Focus sur une œuvre

Le calendrier républicain remplace le calendrier grégorien à partir du 6 octobre 1793 jusqu'en 1806. Il commence le 1<sup>er</sup> vendémiaire An I qui correspond à la date du 22 septembre 1792, date à laquelle la monarchie constitutionnelle est abolie.

Cette estampe du peintre et graveur Philibert-Louis Debucourt met le calendrier en lien avec une allégorie de la Philosophie coiffée du bonnet phrygien, assise au milieu d'attributs scientifiques (globe, cadran solaire) et lisant dans un livre posé sur ses genoux. Derrière elle, un génie ailé appuyé sur une sphère écrit sur une feuille : « *L'Ère des Français compte de la fondation de la République 22 septembre 1792 de l'ère vulgaire, jour où le soleil est entré dans le signe de la Balance. L'année est divisée en 12 mois de 30 jours. Chaque mois en 3 parties de 10 jours nommées décades. Il y a 5 jours [...]* ».

En bas on lit : « *Sur un sommet élevé la Philosophie assise sur un siège de marbre décoré des images de la Nature féconde et ayant pour Diadème le bonnet de la Liberté foule à ses pieds les gothiques monumens d'erreur et de superstition sur lesquels étoit fondée l'ignorante et ridicule division des tems, et puise dans le grand livre de la Nature, les principes et les dénominations du nouveau Calendrier, que près d'elle un génie attentif à sa voix trace sous sa dictée. De l'autre côté sont ses divers attributs tels que le livre de Morale, la Règle, et un Niveau emblème de l'Egalité.* »



Philibert-Louis Debucourt, *Calendrier républicain retenu pour la salle de la Convention nationale*, 1793. Aquatinte. Paris, musée Carnavalet – Histoire de Paris.

### Pistes pédagogiques

#### ► Collège

- **Identifier des éléments signifiants**  
Repérez tous les éléments qui montrent que le calendrier républicain se fonde sur la connaissance de la nature, sur la science et la philosophie.
- **Construire des hypothèses d'interprétation**  
Faites des hypothèses pour expliquer pourquoi les députés de la Convention décident de changer le calendrier.

#### ► Lycée

- **Procéder à l'analyse critique d'un document**  
En vous appuyant sur l'analyse de l'œuvre, expliquez quelles nouvelles valeurs les députés de la Convention mobilisent pour changer le calendrier.
- **Mettre un événement en perspective**  
Pourquoi décident-ils ce changement de calendrier ?

escalier d'entrée menant à une galerie ou salle des Gardes (l'ancienne chapelle), suivie côté cour d'une antichambre ouvrant sur la salle de la Liberté, qui doit son nom à une statue allégorique en plâtre de couleur bronze. Par un portique orné de deux colonnes doriques, elle donne accès à un vestibule ouvrant sur la salle des séances, véritable amphithéâtre de quarante et un mètres de long sur treize mètres trente de large et dix-neuf mètres cinquante de haut.

### Jean-Louis David : représenter la République

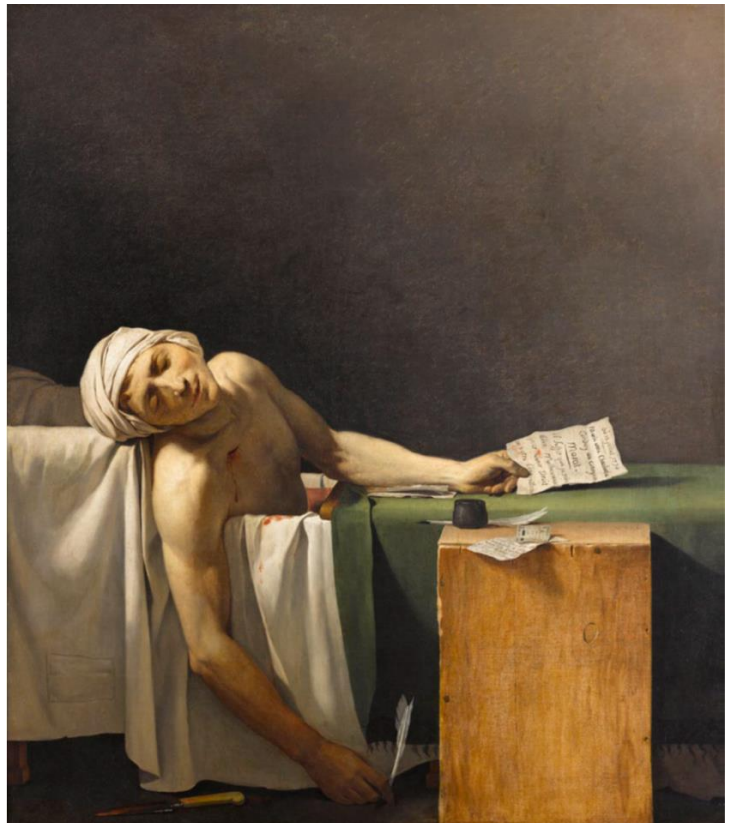
Déjà admiré avant 1789, David, élu député de Paris à la Convention nationale et membre du club des Jacobins, s'impose comme le principal peintre, scénographe et metteur en scène de la République en 1793 et 1794. Sous sa main, les arts sont mobilisés pour façonner un nouvel esprit public.

#### Focus sur l'œuvre

« Où es-tu, David ? Tu as transmis à la postérité l'image de Le Peletier, mourant pour la patrie, il te reste un tableau à faire ! » : interpellé en pleine Assemblée le 14 juillet 1793, au lendemain de l'assassinat du journaliste et député Jean-Paul Marat, Jacques-Louis David livrera *Marat assassiné* quelques semaines plus tard, marquant à la fois l'histoire de la Révolution française et l'histoire de l'art.

Ce tableau sacralise le martyr révolutionnaire. Le 9 juillet 1793, Charlotte Corday quitte Caen pour Paris et, le 13, se rend au domicile de Marat, après lui avoir envoyé deux lettres. Le tenant pour le principal responsable de l'élimination de la Gironde, elle le poignarde dans son bain. Arrêtée immédiatement, Charlotte Corday est jugée par le Tribunal révolutionnaire et exécutée sur l'échafaud le 17 juillet, à vingt-cinq ans.

Le drap repris, le sang versé, le couteau au sol, le corps blanc mais puissant dont la main gauche tient encore une lettre, et la droite une plume : tout vise à faire du montagnard un martyr de la liberté. Ce tableau, offert par le peintre à la Convention, fut exposé à la Convention dans la salle d'assemblée avec celui de Le Peletier de Saint-Fargeau et retiré le 9 février 1795.

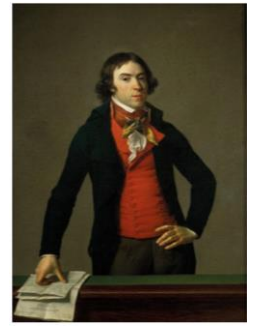


Jacques-Louis David, *Marat assassiné* (réplique de l'original), entre juillet et novembre 1793. Huile sur toile.  
Musée national des châteaux de Versailles et de Trianon

#### Pour aller plus loin

- ▶ <https://histoire-image.org/etudes/marat-martyr-revolution>
- ▶ [https://www.musees-sens.fr/wp-content/uploads/2019/01/Livret\\_jeune\\_public\\_Marat\\_assassin%C3%A9\\_2019\\_22\\_01.pdf](https://www.musees-sens.fr/wp-content/uploads/2019/01/Livret_jeune_public_Marat_assassin%C3%A9_2019_22_01.pdf)

Plusieurs portraits d'acteurs majeurs de la période, morts ou vivants, sont exposés dans l'exposition, dont celui de Bertrand Barère, longtemps attribué à Jacques-Louis David. C'est Barère lui-même, soucieux d'associer son image à celle du fameux artiste qui est à l'origine de cette fausse attribution. Peint après l'exécution de Louis XVI, le tableau glorifie Barère, alors président de la Convention nationale. Laneuville saisit le député au moment où il prononce son « Discours sur le jugement de Louis Capet » (29 décembre 1792). Une main sur ses papiers, l'autre sur la hanche, le regard planté dans celui du spectateur, Barère incarne l'héroïsme viril que les républicains érigent alors en modèle.



Jean-Louis Laneuville, *Portrait de Bertrand Barère de Vieuzac*, vers 1793. Huile sur toile Kunsthalle (Brême).

Une caricature de Danton faite par David, un portrait du conventionnel Jean-Baptiste Milhaud (envoyé par la Convention dans les territoires pour y inspecter les armées), celui de Marie-Jean Héroult de Séchelles, un des rédacteurs de la Constitution de 1793, sont aussi visibles dans l'exposition.

### Piste pédagogique pour toutes les classes

Les élèves prennent en charge un acteur dont le portrait est exposé. Après la visite, des recherches permettent d'approfondir la présentation de l'acteur et de son rôle dans les années 1793-1794. Ce travail dont la restitution peut être faite sous forme d'exposés peut permettre de souligner la complexité des débats et mieux comprendre les oppositions idéologiques qui caractérisent la période.

### Fête de l'Unité et de l'Indivisibilité, 10 août 1793

Annoncée le 31 mai 1793, la fête de l'Unité, ou fête de la Réunion, est organisée à Paris le 10 août suivant. Officiellement, il s'agit de célébrer le premier anniversaire de la chute de la monarchie. Mais en se montrant comme les metteurs en scène de l'indivisibilité de la République, les Montagnards présentent aussi les Girondins, qu'ils viennent d'évincer du pouvoir, comme des « fédéralistes » accusés de diviser la nation. Les nombreux documents qui nous sont parvenus de cette fête, scandée par cinq stations dans différents quartiers, témoignent de son caractère officiel.

### Focus sur une œuvre

Onze dessins inédits de Florent Grouazel et Younn Locard, créateurs de la bande dessinée *Révolution*, sont proposés tout au long de l'exposition. Réalisées à l'encre et à l'aquarelle sur papier, ces illustrations suggèrent des événements ou des personnalités dont la représentation, à cette période précise, n'existe pas ou n'a pas pu être identifiée. Pour chaque scène, les auteurs se sont ainsi



Dessin spécialement réalisé pour l'exposition par Florent Grouazel et Younn Locard, *Construction d'un arc de triomphe en l'honneur des Dames de la Halle pour la fête du 10 août 1793*, 2024. © Illustration : Florent Grouazel et Younn Locard

attachés à inventer un jeune personnage, acteur ou actrice, parfois simple témoin de l'histoire, de manière à nous faire partager les récits intimes et les émotions de plusieurs personnages au fil de leur rencontre dans la capitale.

## Focus sur deux œuvres du peintre Pierre-Antoine Demachy



Pierre-Antoine Demachy, *La fête de l'Unité et de la Réunion sur la place de la Révolution*, vers 1793. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

« Comme le montre le peintre Pierre-Antoine Demachy, le bûcher dans lequel sont rituellement détruits les signes de l'Ancien Régime sur la place de la Révolution (actuelle place de la Concorde) a tout l'air d'un grand feu de joie. Et pourtant, ce jour-là, le 10 août 1793, la grande fête de l'Unité et de la Raison ne laisse place à aucune improvisation. Considérées comme des outils d'éducation et de civilisation du peuple, les « fêtes de la Terreur » sont, encore davantage qu'en 1789, des sujets sérieux avec lesquels on ne plaisante pas. [...]

Si la monumentalité doit faire impression, c'est-à-dire incorporer les valeurs de la République, elle doit ensuite s'effacer, évitant ainsi que les hommes au pouvoir n'utilisent ses fastes pour en tirer un profit personnel. Les autorités plaisantent si peu avec les fêtes qu'elles en saturent le nouveau calendrier républicain : [...] elles sont les piliers d'une réforme générale des mœurs pensée et appliquée par ceux qui se présentent comme appartenant aux catégories déjà civilisées de la cité. Supposées se tenir tous les dix jours, les fêtes décadaires et, surtout, la fête parisienne de l'Être suprême souffrent beaucoup de cette appropriation, transformant les moments de réjouissance en spectacles si réglés, didactiques et obligés, qu'ils provoquent l'indifférence ou nourrissent la défiance. »

**Guillaume Mazeau, *Catalogue de l'exposition*, p. 124**

### Pistes pédagogiques pour toutes les classes

- **Mettre un lieu en perspective**

- Où se déroule cette fête ? Reconnaissez-vous la place ? Comment se nomme-t-elle en 1793 ? Et aujourd'hui ? Recherchez aussi quel était le nom de la place avant la Révolution. A partir de vos réponses, montrez comment la toponymie permet de comprendre les évolutions politiques.

- Comment la ville de Paris est-elle transformée à l'occasion des grandes fêtes républicaines ?

- **Comprendre le sens général du document**

Décrivez la fête : ambiance, acteurs présents, actions. Recherchez à l'aide des cartes de l'exposition, quel autre événement public se déroulait sur cette place.



Pierre-Antoine Demachy, *Une exécution capitale, place de la Révolution*. Vers 1793. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

Fréquemment organisées le jour du jugement au Tribunal révolutionnaire, les exécutions à la guillotine changent cinq fois d'emplacement en 1793 et 1794. Comme sous l'Ancien Régime, elles prennent la forme de spectacle : savamment mises en scène, elles déploient une pédagogie de l'effroi pour dissuader les oppositions à la Révolution. Désormais, il ne s'agit plus de faire durer les supplices, mais de démontrer l'inflexibilité du nouvel ordre républicain. Parce qu'elles revêtent de forts enjeux politiques et qu'elles fascinent le public, les exécutions inspirent de nombreuses images et anecdotes, souvent inventées de toutes pièces pour justifier la mise à mort ou, au contraire, la condamner discrètement.

*« Alors que la première exécution parisienne s'était tenue place de Grève (actuelle place de l'Hôtel-de-Ville), dans la continuité de l'Ancien Régime, la politisation croissante de la peine capitale pousse à occuper d'autres emplacements à forte puissance symbolique, comme la place de la Réunion (place du Carrousel aujourd'hui), ou, pour l'exécution de Louis XVI, la place de la Révolution (ancienne place Louis XV et actuelle place de la Concorde). C'est d'ailleurs ce dernier lieu, propre à accueillir un public nombreux, qui est choisi en mai 1793 pour appliquer désormais les verdicts du Tribunal révolutionnaire, la Grève demeurant le lieu occasionnel des exécutions ordinaires. L'échafaud et la machine y sont installés en permanence pendant près d'un an, contraignant la ou les charrettes des condamnés enfermés à la Conciergerie à un périple éprouvant au centre de la capitale. »*

**Anne Carol, *Catalogue de l'exposition*, p. 134.**

- **Mettre un lieu en perspective**

Il peut être intéressant avec les élèves de confronter ces 2 tableaux du peintre pour montrer comment pendant cette année révolutionnaire, la mort cohabite avec la fête sur la place de la Révolution. Certains lieux de la ville deviennent ainsi emblématiques de la période. Ils servent à mobiliser les émotions populaires : joie, colère, effroi ou dégoût.

## PARIS, LA REVOLUTION AU QUOTIDIEN

La date du 10 août 1793, jour de la fête de l'Unité, commémore à la fois une mort, celle de la monarchie, et une naissance : celle de la Commune insurrectionnelle. Un an auparavant, Paris s'est dotée d'une municipalité si puissante qu'elle fait de l'ombre à la Convention nationale. L'année 1793-1794 est aussi celle d'une révolution municipale : Paris se rêve comme le creuset du monde nouveau. Pourtant, elle est également la capitale d'un pays en proie à la guerre et à la guerre civile. Marqué par la production d'armes, la pénurie alimentaire, la surveillance policière, la répression et les conflits sociaux, le quotidien s'apparente à un long état de siège. C'est dans ce climat très contrasté, fait de peurs, d'espérances, de grands bouleversements, tout comme de petites routines, que les Parisiennes et les Parisiens essaient de traverser une année riche en bouleversements.

### Focus sur une œuvre



Jean-Baptiste Lesueur, *Repas républicain à Paris, 1794*. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

Les banquets font partie de l'expérience révolutionnaire. Manger, boire, rire, chanter, danser, porter des toasts : ces gestes partagés permettent d'apaiser les tensions, de marquer une pause, de retisser les liens et de relancer l'espérance. Mais ces repas collectifs servent aussi à vérifier l'adhésion à la République ou à la mettre en scène. Ainsi, les banquets « fraternels » du printemps 1794 visent à mobiliser l'opinion contre Robespierre et ses alliés. Lesueur en offre ici une vision plutôt positive et idéalisée.

### Pistes pédagogiques pour toutes les classes

- **Comprendre le sens général d'un document**
  - Décrivez la scène : Que font ces gens rassemblés ? Pourquoi ? Quels vêtements portent-ils ? Quels sont les différents individus qui composent la scène ?
  - Relevez les différents symboles républicains.
- **Procéder à l'analyse critique du document**
  - Quelle vision du banquet révolutionnaire Jean-Baptiste Lesueur propose-t-il dans cette gouache ?

## Un nouvel ordre policier

Au quotidien, les Parisiennes et les Parisiens ne peuvent se passer des cartes de sûreté, des certificats de résidence ou même de civisme. La guerre et la guerre civile justifient la mise en place d'une vaste administration. Organisée dans les comités révolutionnaires de quartier, la culture de la surveillance et de la dénonciation civique vise à distinguer les bons citoyens des ennemis de la République et pèse beaucoup sur les libertés. Pourtant, c'est au nom d'un ordre public plus juste que les pouvoirs de police sont confiés à la municipalité et aux quarante-huit sections qui quadrillent le territoire parisien. Élus par les habitants, les commissaires de police incarnent l'idéal d'une police citoyenne.

### Focus sur un document

En 1792, la Révolution bascule progressivement vers la guerre et la guerre civile. En partie héritées des pratiques d'Ancien Régime, les mesures d'enregistrement et de contrôle des identités se systématisent au nom de la « sûreté publique ». Après la « carte civique » dont le port est obligatoire, la carte de sûreté est instituée dans toute la République. Ses couleurs différencient les citoyens et contribuent aux divisions. Celles et ceux qui sont domiciliés depuis un an à Paris reçoivent des cartes de couleur blanche. Les autres, qui se voient distribuer des cartes rouges, se voient marqués de la couleur du soupçon. Comme les hommes, les femmes doivent obtenir des certificats de résidence, mais aussi porter la cocarde. Votée le 21 septembre, cette décision sème la panique : certains assurent qu'elles seront bientôt contraintes de porter le bonnet rouge et même les armes comme les hommes, ce qui pousse les administrateurs de police à publier un démenti. Un mois plus tard, les clubs féminins sont interdits et la liberté du costume affirmée. On ne mélange plus des genres : les femmes ne doivent plus se mêler de politique.



Carte de sûreté, citoyen Villefroy. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

## La garde nationale

Qui incarne mieux la Révolution parisienne que la garde nationale ? Créée dès juillet 1789, elle est chargée de contenir le peuple mais aussi de protéger Paris des contre-révolutionnaires et de confier l'ordre public aux habitants « honorables ». Si le service est obligatoire, il est donc aussi une source de fierté et de distinction. En 1793, la garde nationale se démocratise et devient le fer de lance de la Révolution populaire : Antoine-Joseph Santerre, fameux brasseur du faubourg Saint-Antoine, est un de ses chefs les plus emblématiques. Au soir de la Révolution, d'anciens gardes nationaux conserveront leurs uniformes tricolores, leurs fusils et leurs piques comme de précieuses reliques.



Anonyme. Portrait d'Antoine-Joseph Santerre (1752-1809), commandant de la garde nationale de Paris. En 1793. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

## Les sans-culottes

Les sans-culottes constituent un paradoxe historique. Leur existence est brève, de 1792 à 1795, leur rôle moteur limité, entre mars et novembre 1793, mais leur mémoire perdure. Retracer leur histoire est en outre complexe car les papiers des sections ont brûlé en 1871.

D'abord utilisé par dérision, le terme acquiert un sens positif à partir du printemps 1792, lors de la journée du 20 juin au cours de laquelle, pour contraindre le roi à lever son veto sur les décrets contre les prêtres réfractaires et pour l'établissement d'un camp de fédérés à Paris, une foule armée envahit les Tuileries. Louis XVI coiffe un bonnet rouge, crie « vive la nation » et boit à la santé des sans-culottes. Le tournant est décisif dans l'assimilation du sans-culotte au bon patriote, l'ennemi étant l'aristocrate en un sens élargi très au-delà des anciens privilégiés.

Ainsi, les sans-culottes représentent un idéal type, politique et moral, dont le profil socio-économique est vague. S'ils incarnent une nouvelle identité collective pour les catégories populaires, ils ne constituent pas pour autant une classe sociale unifiée. Le costume tient en ce sens plus de la métaphore que de la réalité sociale. La carmagnole est une veste coupée en rond qui descend un peu au-dessus de la taille. Elle tire son nom de *La Carmagnole*, une chanson composée pendant l'été 1792 au moment de la chute de la monarchie. Surtout portée par les artisans, cette veste populaire de laine et de chanvre devient un vêtement politique : en préférant la veste et le pantalon à l'habit et à la culotte, plus sophistiqués, les « sans-culottes » se démarquent ainsi au quotidien de l'ancienne noblesse et de la bourgeoisie.

## Le développement de l'instruction publique

Le 19 décembre 1793, la loi Bouquier établit l'école primaire publique, gratuite et obligatoire. Comme partout en France, c'est la municipalité qui enregistre les nouvelles écoles et organise leur surveillance. Pilier de la future cité régénérée, cette école se veut ouverte, et pas seulement pour les élèves : à Paris, plus d'un instituteur sur deux est une institutrice.

À Paris, les expériences éducatives se multiplient. La pédagogie civique se déploie dans l'ensemble de l'espace politique et social : sociétés populaires, fêtes, théâtres, séances des Assemblées sont autant de lieux d'enseignement à destination du plus grand nombre par la lecture des lois, des journaux, le rappel des principes et des gestes de la citoyenneté. La convention crée aussi de nouveaux lieux d'enseignement, répondant aux besoins de la Nation en guerre. Créée le 1er juin 1794, l'école de Mars accueille plus de trois mille élèves issus de milieux modestes. Au camp des Sablons (actuelle Neuilly-sur-Seine), ils y suivent un enseignement militaire mais également civique. La Société des Jeunes Français, créée par le député Léonard Bourdon à Saint-Martin-des-Champs, est encore plus innovante : les jeunes élèves y prennent eux-mêmes en charge la discipline et délibèrent de l'organisation scolaire sous la surveillance de leurs professeurs.

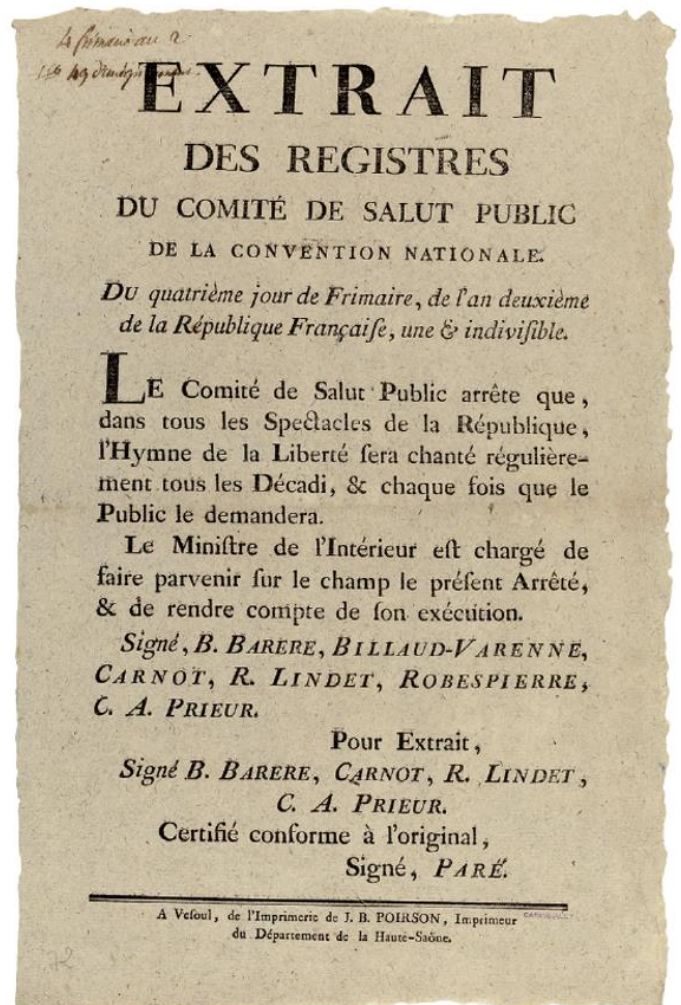
Investie d'une ambitieuse mission de démocratisation et de républicanisation de la nation, l'école est pourtant accusée, après 1794, de produire des élèves ignorants, formés par des maîtres trop militants.

## Arts, loisirs, spectacles

En 1793 et 1794, Paris demeure la capitale de la création théâtrale et lyrique, même si l'An II rétrécit les libertés acquises au début de la Révolution. La loi du 13 janvier 1791 instaure la liberté des théâtres ce qui provoque une multiplication des salles et de la production. L'An II donne un coup d'arrêt à la liberté d'expression sans pour autant porter atteinte à l'effervescence créative : cinq cents nouvelles pièces sont jouées au cours de la période. Le coup de semonce est l'interdiction, au théâtre de la Nation (nom que prend la Comédie-Française en 1789), de *L'Ami des lois* de Jean-Louis Laya, donnant lieu à d'âpres débats à la Convention ainsi qu'à des manifestations publiques. Créée quelques jours avant l'exécution de Louis XVI le 21 janvier 1793, la pièce condamne les excès de la Révolution et va jusqu'à mettre en scène Maximilien Robespierre (renommé Nomophage) et Jean-Paul Marat (Duricrâne), représentés en tartufes assoiffés de pouvoir. La sanction est immédiate et l'auteur doit se cacher. Ces faits ne sont que les prémices d'un régime de censure qui ne se déverrouillera qu'après le 27 juillet 1794. Le répertoire et les représentations sont étroitement contrôlés par deux instances politiques et administratives en conflit, le Comité de salut public et le conseil général de la commune.

Des chanteurs de la rue Saint-Denis à ceux de l'Opéra, la musique est une activité bien plus courante qu'aujourd'hui. En 1793 et en 1794, les chants et les sons des instruments colorent l'ambiance des fêtes, mais scandent également les soulèvements, y compris dans les pires moments de violence. Capitale de la création artistique, Paris est aussi celle des nouvelles institutions musicales, chargées de modeler l'univers sonore de la République. C'est notamment la mission de l'École de musique municipale, ouverte depuis 1791 pour former les instrumentistes de la musique de la garde nationale, puis à partir du 8 novembre 1793, de l'Institut national de musique dirigé par François Joseph Gossec.

Dans les villes et surtout à Paris, la succession des événements et des changements soudains nourrit une très forte demande d'information. Entre divertissements et médias, les spectacles de marionnettes remplissent en partie ce rôle. Sur les boulevards, sur les places, dans les marchés, les cabarets ou les foires, ils mettent en scène les figures de la nation en révolution, comme le garde national, le soldat ou la cantinière.



Hymne de la liberté chanté dans les salles de spectacle, « tous les décadis et chaque fois que le public le demandera », 4 frimaire an II (24 novembre 1793). Paris, musée Carnavalet – Histoire de Paris, inv. AFF 2720

## L'abolition de l'esclavage

La constitution de 1791 avait aboli l'esclavage et le préjugé de couleur, mais avait placé les colonies en dehors du champ de son application. De ce fait, l'esclavage y avait été maintenu et n'était aboli que sur le sol métropolitain. Les représentants des colons l'avaient emporté sur la Société des amis des noirs, fondée notamment par Jacques-Pierre Brissot, Étienne Clavière et Mirabeau, qui souhaitait une abolition graduelle.

Mais à partir du 22 août 1791, les esclaves de Saint-Domingue se révoltent et finissent par exiger la liberté générale. Les 20 et 21 juin 1793, les commissaires civils de la Convention à Saint-Domingue, Étienne Polvérel et Léger-Félicité Sonthonax, sont attaqués au Cap-Français par une coalition de blancs mécontents. Les commissaires restent maîtres de la situation en s'appuyant sur les libres de couleur et en donnant la liberté à tous les esclaves qui combattent pour la République.

Le 24 juin 1793, une nouvelle Constitution est adoptée. Elle dispose dans son article 18 : « Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre, ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable. » Le principe d'abolition de l'esclavage est donc adopté. La Constitution est ratifiée par le vote des citoyens durant l'été 1793, mais son application est suspendue jusqu'à la paix. Le 29 août 1793, Sonthonax décide d'abolir l'esclavage dans la province du Nord de Saint-Domingue. Trois députés sont élus, Dufay, un blanc, Mills, un mulâtre, et Belley, un noir, pour faire avaliser cette décision par la Convention. Le 4 septembre dans l'Ouest, et le 31 octobre 1793 dans le Sud, Polvérel abolit également l'esclavage. Les trois députés sont reçus à la Convention. Le 4 février 1794, l'assemblée décrète avec enthousiasme la liberté générale et octroie la citoyenneté à tous les anciens esclaves. Le lendemain, un député de la Convention assimile l'esclavage à un « crime de lèse-humanité ». Une expédition est envoyée aux îles du Vent (Guadeloupe, Martinique, Sainte-Lucie) pour y porter le décret d'abolition. Lorsqu'elle arrive, ces îles sont occupées par les Britanniques. Avec l'aide d'un millier de sans-culottes et du décret émancipateur proclamé le 7 juin 1794, le commissaire civil de la Convention fait la reconquête de la Guadeloupe. En Guyane, l'abolition de l'esclavage est proclamée le 14 juin, sans qu'il y ait eu de combats. Elle n'est pas appliquée en Martinique, restée sous le contrôle des Britanniques, et dans les Mascareignes, en raison du refus des colons.

## Focus sur une œuvre



Charles Thévenin, *L'abolition de l'esclavage par la Convention, le 16 pluviôse an II / 4 février 1794, 1794*. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

Après le vote, les députés de Saint-Domingue s'élancent vers le président de séance. À la gauche de celui-ci est assise Jeanne Odo, esclave âgée. Nombreux sont les scènes et les motifs faisant allégorie : baiser fraternel, bébés soulevés ou tétant, homme agenouillé, costumes...

### Pour aller plus loin

<https://memoire-esclavage.org/biographies/jeanne-odo>

### Pistes pédagogiques pour toutes les classes

- **Comprendre le sens général d'un document**  
Comment le peintre traduit-il la joie que provoque l'abolition de l'esclavage ? Repérez des éléments sur la peinture pour organiser votre réponse.

## LA JUSTICE : DE L'ORDINAIRE À L'EXCEPTION

« Le Tribunal extraordinaire de Paris est révolutionnaire. » Pour le *Journal de Paris*, il est évident que la capitale de la République est le siège de la justice. Une justice aussi attendue que redoutable : elle est chargée, depuis le printemps 1793, de juger les crimes politiques, sans appel possible. Cette justice d'exception, dérogoratoire au droit commun, ne correspond pas du tout aux objectifs initiaux des révolutionnaires de 1789. Elle est justifiée par la nécessité d'être « terribles pour dispenser au peuple de l'être » : par cette phrase devenue fameuse, Georges Jacques Danton sous-entend que cette justice devra, « le moins mal qu'il se pourra », enrayer le cycle de la vengeance. En un an et demi, un prévenu sur deux est condamné à mort. Au Palais de Justice, les audiences ordinaires succèdent aux grands procès politiques de Jean-Paul Marat, de Charlotte Corday, d'Olympe de Gouges, des Girondins, des Hébertistes et surtout de Marie-Antoinette, qui passionnent l'opinion autant qu'ils sèment l'effroi.

Le Tribunal révolutionnaire de Paris dispose de sa propre imprimerie. Publier le contenu des audiences montre que la justice révolutionnaire n'a rien à cacher. C'est aussi un moyen de faire peur et de dissuader les complots. Faites pour être lues dans la rue, les affiches recherchent la clarté et l'impartialité : la mise en page et la typographie se veulent simples et sobres. Les informations vont à l'essentiel : contrairement au bulletin du tribunal, les affiches ne retiennent souvent que l'acte d'accusation et le jugement.

Si Paris s'impose comme la vitrine de la justice révolutionnaire, les mesures d'exception ne sont pas propres à la capitale. De nombreux départements, surtout ceux qui, aux frontières ou dans l'Ouest, sont livrés à la guerre ou à la guerre civile, font l'objet d'une sévère répression. Celle-ci est notamment mise en œuvre par les « représentants en mission », envoyés par la Convention. À Toulon, Stanislas Fréron fait dresser des listes de contre-révolutionnaires, suspectés d'avoir trempé dans le siège que les Anglais, alliés de la coalition contre la République, ont imposé à la ville avec l'aide de certains habitants. Cette liste qui, au total, comporte cent vingt-neuf noms, montre que les militaires et les ecclésiastiques sont tout particulièrement ciblés.

### L'élimination des Girondins

Les Girondins sont le premier groupe politique à faire l'objet d'une répression collective, au printemps puis à l'automne 1793. Qui sont-ils vraiment ? Ceux que l'on appelle alors les « Brissotins », du nom de leur leader Jacques Pierre Brissot, député d'Eure-et-Loir, forment un groupe peu cohérent qui, au maximum, compte un peu moins de deux cents hommes. Oscillant entre la monarchie constitutionnelle et la république modérée, favorables à la guerre, ceux-ci, accusés de faire le jeu de la Contre-Révolution, sont proscrits de la Convention nationale début juin. Ceux qui sont arrêtés sont traduits devant le tribunal révolutionnaire le 30 octobre 1793, lors d'un procès retentissant.

### Marie-Antoinette, la fin d'une reine

Versailles a été l'écrin de Marie-Antoinette, Paris sera son tombeau. Depuis que la famille royale a été obligée de s'installer aux Tuileries, en octobre 1789, la reine s'oppose de plus en plus à la Révolution en cours. Arrêtée le 10 août 1792, elle est incarcérée au Temple puis à la Conciergerie, où elle est gardée à vue dans sa cellule pendant soixante-seize jours. Le 16 octobre 1793, elle est jugée puis guillotinée. Ses restes, comme ceux de Louis XVI, sont inhumés au cimetière de la Madeleine. Authentiques ou fabriqués, nombreux objets lui ayant appartenu ont été conservés puis transmis comme de véritables reliques, portant le souvenir du martyr de la dernière reine de France du 18<sup>e</sup> siècle.

## Focus sur une œuvre



Pierre Bouillon, *Jugement de Marie-Antoinette*. En 1793. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

Ce tableau met en scène le jugement de Marie-Antoinette au Tribunal révolutionnaire le 24 vendémiaire an II (15 octobre 1793). A gauche, au premier plan, Hébert, substitut du procureur de la commune de Paris, et Fouquier-Tinville, accusateur public, attablés à côté de lui, écoutent l'accusée d'un air sévère.

En plus de la considérer comme une conspiratrice machiavélique cherchant à renverser la République, le Tribunal révolutionnaire juge aussi, avec Marie-Antoinette, l'Ancien Régime finissant. Le réquisitoire de Fouquier-Tinville, rempli de références historiques, la compare à des souveraines machiavéliques du passé, telles Messaline ou Catherine de Médicis, faisant d'elle une empoisonneuse à la solde de l'étranger, cherchant à usurper le pouvoir de son mari. La reine est successivement confrontée à quarante et un témoins, anciens domestiques de Versailles ou des Tuileries, sans-culottes ou élus de la commune, dont beaucoup ne l'ont jamais vue et dont les propos semblent outrés et incohérents. Elle répond calmement aux questions des juges et nie fermement avoir conspiré, avant que Hébert vienne enfoncer le clou en l'accusant d'avoir abusé de son fils, s'attirant cette fois-ci une réponse véhémement : « La nature se refuse à répondre à une pareille inculpation faite à une mère : j'en appelle à toutes celles qui peuvent se trouver ici. » La réplique, qui frappe le nombreux public, provoque la colère de Robespierre, qui craint que l'opinion ne se retourne en faveur de la reine.

Le procès dure deux jours, avec une brève pause dans la nuit du 14 au 15, et s'achève le 16 octobre à quatre heures du matin par la condamnation à mort.

### Pistes pédagogiques pour toutes les classes

- **Construire une interprétation**

Quelle représentation du procès de Marie-Antoinette ce dessin donne-t-il ? Appuyez-vous sur les oppositions (visages, attitudes, couleurs des vêtements, genre des personnages présents) pour construire votre réponse.

## Les derniers combats d'Olympe de Gouges

En 1793, Olympe de Gouges est une femme de lettres reconnue, engagée pour les droits des femmes mais aussi des gens de couleur. En 1791, elle a publié la *Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* : tiré à seulement cinq exemplaires, le texte qui dénonce l'exclusion des femmes est aujourd'hui mondialement célèbre. Mais en 1793, Olympe de Gouges est isolée : opposée à tous les radicaux, qu'ils soient monarchistes ou républicains, elle vit clandestinement chez sa domestique, sur l'île de la Cité. Le 20 juillet, elle est arrêtée devant les grilles du Palais de Justice pour avoir rédigé une affiche virulente contre les Montagnards. Le 3 novembre suivant, elle est exécutée.

## Prisons et échafauds



- |   |  |   |   |   |   |
|---|--|---|---|---|---|
| ① | Ministère de la Justice, commission des administrations civiles, police et tribunaux : place des Piques (actuelle place Vendôme)     | ⑤ | Conciergerie : Marie-Antoinette, Charlotte Corday, Jean-Sylvain Bailly, Antoine Lavoisier, Olympe de Gouges, Philippe d'Orléans (cousin de Louis XVI), députés girondins... | ⑩ | Prison de Port-Libre (abbaye de Port-Royal)   |
| ② | Prison de Saint-Lazare : Hubert Robert, André Chénier, Joseph-Benoît Suvée...  | ⑥ | Prison des Carmes : Thérèsia Cabarrus, Joséphine de Beauharnais...  | ⑪ | Ancien monastère des Bénédictins anglais  |
| ③ | Prison du Temple : famille royale (Louis XVI, Marie-Antoinette, le Dauphin Louis-Charles et sa sœur Marie-Thérèse, Madame Élisabeth) | ⑦ | Prison de l'Abbaye : Manon Roland, Pierre Choderlos de Laclos...  | ⑫ | Ancien couvent des Madelonnettes  |
| ④ | Prison de la Force : Pierre Choderlos de Laclos, Claude-Nicolas Ledoux...  | ⑧ | Prison de Sainte-Pélagie : Hubert Robert, Manon Roland...   | ⑬ | Ancien couvent des Oiseaux  |
|   |  | ⑨ | Prison de la Salpêtrière  | ⑭ | Prison du Luxembourg (ancienne résidence du comte de Provence, frère de Louis XVI) : Georges Danton, Jacques-Louis David, Camille Desmoulins, Philippe Fabre d'Églantine... |
|   |  |   |   | ⑮ | Prison de la pension Belhomme   |
|   |  |   |   | ⑯ | Maison de santé de Picpus   |

En 1789, la Révolution commence par la libération de nombreux prisonniers, considérés comme des victimes du despotisme ou de la société d'ordres. Quatre ans plus tard, en 1793, les prisons débordent à nouveau, si bien que l'on doit ouvrir des pensions privées.

Les contemporains documentent aussitôt les dures réalités carcérales du séjour des femmes et des hommes ciblés par les tribunaux ordinaires de Paris ou par la justice d'exception. Dans les cellules de l'Abbaye, Saint-Lazare, Sainte-Pélagie, du Luxembourg mais aussi de la Conciergerie, la détresse et l'indignation inspirent une vaste production d'écrits et d'images. Certains lieux, et en particulier le Temple, où on laisse mourir le jeune Louis Charles, Dauphin de France, marquent les esprits. Toutefois, c'est la

guillotine, et ses exécuteurs, les Sanson, qui hantent le plus les imaginaires. Cette nouvelle machine devient le symbole du retournement de la Révolution contre ses propres principes, et des excès de la révolution parisienne.

## Hubert Robert, peintre de la mélancolie

Spécialiste de la peinture de paysage, Hubert Robert est fasciné par la fuite du temps et la chute de la civilisation. Les Lumières sont aussi ce moment de doute : la peinture des ruines de Rome ou des églises en démolition invite à méditer sur le sens d'une inquiétante modernité. La Révolution ne fait qu'augmenter ce sentiment. Entre l'enthousiasme et la peur, il peint la démolition de la Bastille ou la violation des caveaux des rois dans la basilique de Saint-Denis, avant d'être incarcéré dans les prisons de Sainte-Pélagie puis de Saint-Lazare, de l'automne 1793 à l'été 1794. En cellule, il continue de peindre sa vision d'une histoire en clair-obscur, livrant des scènes de mélancolie ou de divertissement, toujours attentif aux signes du basculement des temps.

### Focus sur une œuvre



Hubert Robert (1733-1808), *Le peintre dans sa cellule à Sainte-Pélagie*, 1793-1794. CC0 Paris Musées / Musée Carnavalet - Histoire de Paris

Hubert Robert est enfermé à Sainte Pélagie entre le 29 octobre 1793 et le 31 janvier 1794. La cellule représentée ici offre un certain confort. « Le peintre » y est seul occupant, il dispose d'une fenêtre et d'un bureau. Un carton à dessin au pied du bureau montre qu'il peut exercer son activité. Enfin à l'entrée une femme lui apporte une miche de pain, peut-être sa servante qui lui apporte quotidiennement ses repas.

### « Thermidor an II » : le tournant de l'été 1794

En thermidor an II (mi-juillet – mi-août 1794), une partie des Montagnards, alliés à d'autres députés, cherchent à sortir de la dynamique répressive dans laquelle la République s'est engagée au printemps 1793. Pour certains, il est temps d'amorcer une transition vers un régime capable de mieux respecter les libertés et de contenir plus efficacement le peuple. Pour y arriver, il s'agit de trouver des coupables et d'imposer une réécriture de l'histoire. Dénoncés comme les seuls responsables de ce qui est pour la première fois appelé la « Terreur », Robespierre et ses proches sont les cibles prioritaires de cette campagne d'épuration et de dénigrement, au cours de laquelle naissent mille légendes.

## PAR-DELA LES LEGENDES

Situées au cœur de la Révolution française, de ses utopies mais aussi de ses contradictions et de ses débordements, 1793 et 1794 ne sont pas encore sorties de l'épais brouillard de légendes qui les entourent. Il est souvent difficile de démêler le vrai du faux. Le matériel qui nous est parvenu de cette période est aujourd'hui réinterrogé dans les laboratoires de recherche. Il porte les nombreuses marques des silences, des effacements et des reconstructions que les combats de mémoire ont longtemps motivés. Bonnets phrygiens effacés, noms de rue martelés, statues décapitées, croix démolies, reliques inventées, images recomposées, archives falsifiées : si cet inventaire témoigne de l'encombrant héritage de cette année révolutionnaire, il se prête aussi, plus de deux siècles après, à une relecture dépassionnée.

Parce qu'elles font autant couler le sang qu'elles soulèvent les cœurs et relancent l'espérance, les années 1793 et 1794 sont de véritables creusets à fantômes. Comme dans toutes les grandes périodes de crise de l'histoire, ces années voient proliférer les rumeurs les plus insensées et les croyances les plus folles, propagées dans tous les camps et milieux sociaux. Présentée par les Républicains comme l'aube de la Raison, cette séquence révolutionnaire est en fait aussi le triomphe de l'irrationnel. La manipulation des émotions, la fabrique des fausses informations et le trafic des faits sont devenus des armes redoutables, permettant de discréditer, de terroriser ou même d'éliminer les ennemis.

### Pistes pour un questionnaire à remplir pendant ou après la visite

- ▶ Qu'est-ce que la Convention ?
- ▶ Comment la salle de la Convention marque-t-elle la rupture avec la monarchie constitutionnelle ?
- ▶ Quels éléments montrent que la Convention veut créer un monde nouveau ? Choisissez 2 documents dans l'exposition qui apportent une réponse à la question et expliquez votre choix.
- ▶ Quels sont les hommes glorifiés comme martyrs de la République ? Expliquez pourquoi. Montrez comment les députés de la Convention orchestrent la mise en scène du martyr.
- ▶ Quelles nouvelles contraintes le gouvernement impose-t-il aux Parisiens entre 1793 et 1794 ?
- ▶ Par quels moyens la Convention cherche-t-elle à réduire les inégalités sociales ?
- ▶ Pourquoi cette époque a-t-elle été nommée la Terreur ? Appuyez-vous sur des exemples concrets pour répondre.

# Annexes

## Dates et lieux repères

### **Maison Commune (actuel Hôtel de Ville)**

**14 février 1793**

Jean-Nicolas Pache est élu maire de Paris au suffrage universel masculin

### **Salle des manèges - Tuileries**

**24 février 1793**

Les députés votent la levée de 300.000 volontaires pour les armées

**24 juin 1793**

La Convention adopte la Constitution de l'an I (dite « montagnarde »), avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen en préambule

### **5 stations dans Paris : Place de la Bastille, Faubourg Poissonnière, place de la Révolution (actuelle place de la Concorde), place des Invalides, Champ de Mars**

**10 août 1793**

Fête de la Réunion républicaine, appelée aussi fête de l'Unité ou de l'Indivisibilité, organisée par David

### **30 rue des Cordeliers, actuellement rue de l'École-de-Médecine, 6e**

**13 juillet 1793**

Assassinat de Jean-Paul Marat par Charlotte Corday

### **Place de la Révolution (actuelle place de la Concorde)**

**16 octobre 1793**

Condamnation et exécution de Marie-Antoinette

**30-31 octobre 1793**

Condamnation et exécution des représentants girondins

### **Salle des machines - Tuileries**

**19 décembre 1793**

Loi organisant les écoles primaires : l'école est obligatoire et gratuite pendant 3 années consécutives pour tous les enfants, filles et garçons

**4 février 1794**

Décret d'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises

### **Place de la Révolution (actuelle place de la Concorde)**

**5 avril 1794**

Condamnation et exécution de représentants montagnards

### **Champs-de-Mars**

**8 juin 1794**

Fête de l'Être suprême et de la Nature

### **Place de la Révolution (actuelle place de la Concorde)**

**28 juillet 1794**

Exécution de Robespierre et ses proches

### **Salle des machines - Tuileries**

**31 août 1794**

Suppression de la Commune de Paris

## **Lexique**

### **République**

Le 21 et 22 septembre 1792, la monarchie est abolie et la première République française est proclamée. Le pouvoir est désormais exercé par les députés, élus au suffrage universel masculin.

### **Constitution de 1793 et Déclaration des droits de l'homme et du citoyen**

Le 24 juin 1793 est adoptée une nouvelle constitution, avec pour préambule une nouvelle Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Elle consacre des droits fondamentaux : égalité, liberté, sûreté, propriété, et devoir d'insurrection en cas de violation des droits du peuple par le gouvernement.

### **Assemblée de la Convention nationale**

Après l'abolition de la royauté, les pouvoirs du nouveau régime républicain sont concentrés dans l'Assemblée, qui prend un nouveau nom : la Convention nationale. 749 députés la composent.

### **Première abolition de l'esclavage**

Après des révoltes à Saint-Domingue pour l'application de leurs droits civiques, les esclaves proclament leur émancipation. Une délégation de députés est envoyée à Paris. La Convention décrète l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises le 4 février 1793. Le vote valide après-coup l'abolition que les esclaves ont obtenu de haute lutte.

### **Commune de Paris**

La Commune de Paris est composée d'un maire, d'un Conseil général de 144 citoyens élus et d'un Corps municipal, constitué de 48 officiers élus parmi les membres du Conseil. Cette administration gère les subsistances et approvisionnements, la police, les domaines, finances et contributions, les établissements publics et les travaux publics.

### **Population parisienne**

En 1793, Paris est la ville la plus peuplée de France, et la deuxième d'Europe après Londres. Sa population est plutôt jeune, concentrée dans le Marais et dans le quartier des Halles. Un peu plus des deux tiers des personnes qui habitent la ville sont nées hors de Paris.

### **Instruction**

À partir du 29 Frimaire an II (19 décembre 1793), les écoles de la République sont publiques, gratuites et obligatoires. Les instituteurs et institutrices des écoles primaires forment les futurs citoyens. À l'été 1794, on compte 13.560 élèves à Paris.

### **État d'exception**

Par le décret du 10 octobre 1793, la Convention nationale confie les pouvoirs au Comité de Salut Public. Il définit les grandes orientations du gouvernement, administre la France en guerre, impulse et surveille l'activité du tribunal révolutionnaire. Paris centralise alors toutes les exécutions capitales de la France.

### **Journées du Thermidor (9, 10, 11 Thermidor an II)**

Le 9 Thermidor an II (27 juillet 1794), les députés mettent Robespierre et ses proches en accusation. Ils sont guillotins le lendemain. Le 11 Thermidor II et les jours suivants, près d'une centaine de « robespierristes » subissent le même sort.

## Trois questions à Jean-Clément Martin, historien, spécialiste de la Révolution française et membre du comité scientifique

### **En quoi cette année de la Révolution française située entre 22 septembre 1793 au 21 septembre 1794, l'an II, est-elle une année particulièrement importante ?**

Plus que toute autre année de notre histoire nationale, l'an II, qui court exactement entre ces deux dates du calendrier révolutionnaire, du premier Vendémiaire au cinquième « jour complémentaire », est une année exceptionnelle, et même mythique.

Les « soldats de l'an II », qui ont repoussé l'ennemi aux frontières tout en étant mal chaussés et avec la faim au ventre, font partie de la légende militaire ; le gouvernement conduit par le Comité de salut public, traversé par des luttes politiques paroxystiques, est considéré, dans le monde entier, comme un modèle ou comme un enfer ; la diversité des projets sociaux, économiques, scolaires mais aussi architecturaux, scientifiques a bouleversé la vie quotidienne, de la suppression de l'esclavage à l'emploi des montgolfières ; le recours à la violence politique a fait disparaître les principaux hommes politiques et s'est abattu sur des populations jugées, pour une raison ou une autre, contre-révolutionnaires, ravageant la Vendée...

Tout cela a sidéré littéralement les contemporains, en France comme en Europe, donnant naissance à un débat qui n'est toujours pas achevé, plus de deux siècles plus tard.

### **Pourquoi l'expression de « Terreur », longtemps et parfois encore utilisée pour évoquer ce moment de l'histoire, est-elle discutée/contestée aujourd'hui ?**

« La Terreur » est la preuve de cette sidération. En septembre, la Convention, après discussion, ne mit pas « la Terreur à l'ordre du jour ». Robespierre affirma à plusieurs reprises qu'il était hostile à cette mesure, encore la veille de sa chute.

Au sens strict, il s'est agi d'un gouvernement d'exception, concentrant tous les pouvoirs, exécutif, parlementaire, judiciaire, suspendant les élections, utilisant des groupes violents, employés dans les « armées révolutionnaires » pour réduire des oppositions réelles ou suscitées, avant de les réprimer voire de les éliminer à leur tour.

Les compagnons de Robespierre, devenus ses rivaux et ses vainqueurs, l'accusèrent peu après son exécution d'avoir installé « la Terreur » et d'en avoir été le principal responsable. Ils accompagnèrent cette invention de la répression systématique des « terroristes » - le mot naît alors – faisant oublier leurs rôles et satisfaisant l'opinion. Ils donnèrent aussi aux penseurs du politique la possibilité de faire de « la Terreur » une période originale, caractéristique de « la Révolution française », négligeant toutes les crises extrêmes ayant affecté d'autres pays.

Le recul pris par l'exposition permet d'apprécier les débats toujours animés autour de « notre » terreur de l'an II.

### **Pouvez-vous nous expliquer ce que l'exposition apporte de nouveau sur cette année révolutionnaire ?**

Ce qui est révolutionnaire dans l'exposition, s'il est possible de parler ainsi d'une entreprise culturelle collective destinée au public le plus large, c'est son ouverture à toutes les dimensions de la vie des Parisiens de l'an II.

Elle met en perspective tous les bouleversements extraordinaires et dramatiques survenus, que ce soit à propos de la place des femmes ou de la présence des populations de couleur, en montrant les mutations des écoles comme des musées, en suivant la création des monnaies ou du système métrique, en donnant une attention à la circulation des animaux, le tout sans oublier les réalités sinistres des cimetières et de la guillotine.

En faisant le tour de l'un des épisodes les plus importants et les plus terribles de l'histoire parisienne et nationale en l'inscrivant dans la banalité de la vie quotidienne, ses grandeurs et ses servitudes, ses difficultés et ses angoisses, l'exposition permet de comprendre la grande complexité de cet an II, toujours vivant dans notre tradition.

## Programmation culturelle

### Scolaires : focus collèges et lycées

Des visites d'1h30 « La Révolution française à Paris » sont proposées aux classes permettant de découvrir à la fois l'exposition « Paris 1793-1794, une année révolutionnaire » (45 minutes) et les salles des collections permanentes du musée, dédiées à la période révolutionnaire (45 minutes). Informations et réservations à l'adresse : [carnavalet.publics@paris.fr](mailto:carnavalet.publics@paris.fr)

### Événements et rencontres à l'orangerie

Des rencontres thématiques sont organisées dans l'Orangerie du musée Carnavalet-Histoire de Paris, pendant la durée de l'exposition.

#### ★ Imaginer la Révolution française : faire de l'histoire sans être historien ?

Le **22 novembre 2024**, le musée Carnavalet-Histoire de Paris accueille la deuxième journée du colloque organisé par l'Université Paris Cité les 21 et 22 novembre 2024.

#### ★ Master class d'Éric Vuillard

Le **23 janvier 2025**, à l'occasion des Nuits de la lecture 2025, le musée Carnavalet-Histoire de Paris invite l'écrivain Eric Vuillard pour une master-class exceptionnelle.

#### ★ Cinq soirées-événements

Le musée invite des artistes, des chercheuses et chercheurs, des journalistes et des actrices et acteurs engagés de la société civile à débattre autour de thématiques de l'exposition qui résonnent avec les questions de société d'aujourd'hui.

Informations détaillées sur le site Internet du musée [www.carnavalet.paris.fr](http://www.carnavalet.paris.fr) et son agenda en ligne.

- **Citoyenneté et liberté : l'enjeu de l'éducation de 1793 à nos jours**
- **Surveiller la population. Contrôle des papiers, maintien de l'ordre et conflits dans l'espace public**
- **Les sciences forensiques\* au service des enquêtes historiques**
- **S'engager : les ressorts des mobilisations citoyennes**
- **Les traces de 1793 dans le Paris d'aujourd'hui**